

Forum électronique sur
les violences urbaines
cahier de propositions

Yves Pedrazzini (Lausanne), coordinateur
avec les contributions de
Hector Alvarez (Bogota), Florence Cosnier (Paris), Moussa Diop (Dakar),
Jean-Louis Peta Ikambana (Philadelphie), Richard Pétris (Grenoble),
Tania Roque (Mexico), Magaly Sanchez R. (Caracas/Philadelphie)
et Michel Sauquet (Paris)

<i>fph</i> - Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire
Lausanne / Suisse / 13 novembre 2001

I. LA QUESTION DES VIOLENCES URBAINES EN AUTOMNE 2001

Le forum de discussion sur les violences urbaines a débuté le 23 juillet et s'est clos le 7 novembre 2001. Il n'aura donc fonctionné que 15 semaines, ce qui est évidemment très peu. De plus, on peut constater aujourd'hui en consultant les archives qu'il aura été "cassé en deux" par les événements new-yorkais du 11 septembre et leur mondialisation dans les semaines qui ont suivi. Les participants au forum, estomaqués par l'ampleur de la violence de cette journée, sont devenus muets. Ce n'est qu'environ trois semaines plus tard qu'ils ont retrouvé l'usage de la parole électronique et l'envie de se servir du forum pour parler de cette violence-là, placée désormais, par tout le monde mais pour des raisons divergentes, au-dessus de toutes les autres violences de l'histoire moderne, en tout cas de l'histoire de la télévision en direct.

Pourtant, une fois ce choc passé (?), et une fois la tragédie de New York évoquée et insérée dans l'enchevêtrement des faits de nos existences individuelles, il faudra bien continuer à réfléchir au statut que toutes ces violences qui ne sont pas celles du 11 septembre ont dans nos sociétés de guerres intérieures et relatives. Le terrorisme ne doit pas occulter la situation quotidienne de tous ceux qui, depuis leur naissance, sont terrorisés par la pauvreté, la faim, l'errance, le racisme, le chômage, la répression politique ou policière, la gestion inégalitaire de l'eau, l'absence ou la privatisation de services publics, l'accès impossible à l'éducation, le travail des enfants, le fanatisme religieux, le machisme, les trafiquants de drogues, les abus de toutes sortes sur toutes sortes de gens... Nous devons ainsi nous garder de sortir les attentats du 11 septembre de leur contexte, celui d'un monde virtuellement, symboliquement et réellement en guerre(s) pour, au contraire, les replacer au cœur des dynamiques et des transformations contemporaines. Il ne faut absolument pas que la violence de la réponse occidentale à la violence sans égal du terrorisme (islamiste ?) ne parvienne à nous interdire de penser les autres violences, banalisées par la chute du World Trade Center, ces autres violences menacées aujourd'hui de devenir invisibles, leur invisibilité entraînant alors celle de leurs victimes comme celle de leurs "petits producteurs".

Derrière l'évidence de ce combat que déjà plus grand monde aujourd'hui ne pense être celui du Bien contre le Mal (et inversement), il y a les violences "ordinaires" des villes, qui nous occupaient les uns et les autres, parce que nous avons choisi de les étudier ou parce que nous avons la malchance d'y être confrontés. L'obsession générale pour vaincre les faiseurs de violences terroristes ne doit pas nous emporter : nous autres, outsiders, devrions garantir la poursuite de l'intérêt pour ces violences du quotidien qui rendaient la vie impossible à beaucoup de gens (et la vie *possible*, à certains autres) à New York, Bogota ou Lagos avant le 11 septembre et qui continuent à sévir après le 11 septembre.

Le terrorisme, comme l'anti-terrorisme, tend à transformer toute sensation, toute réflexion, toute action, en terreur. Le danger est donc de nous laisser emporter par la terreur et de ne plus pouvoir distinguer la part humaine (maudite, peut-être mais humaine) des violences urbaines qui ne sont pas des violences terroristes. Cela veut dire qu'il faut distinguer "l'humanité" de certaines violences que nous commettons tous d'une certaine façon de celles que nous ne commettrons jamais (mais auxquelles peut-être avons-nous malgré tout *songé*, l'imaginaire n'étant, après tout, pas fait pour les chiens !). Cette humanité, c'est aussi le fait que ces violences ne sont pas détachées du territoire où elles s'inscrivent comme pratiques culturelles. Elles prennent sens dans la relation nécessaire à ce territoire, qui va du quartier (ce que l'on pense être "nous") au "monde" (qui est ce que l'on connaît de l'autre). Elle violence diffère radicalement de la méga-violence du terrorisme qui n'a aucun sens au quotidien et ne peut en avoir qu'au niveau mondial, comme manifestation du déséquilibre global contemporain (ce que nous appelons la mondialisation et qui est simplement l'idéologie néo-libérale à son apogée, transformée en "fin de l'histoire").

Ce sens que la violence terroriste peut atteindre au niveau mondial, c'est aussi de dire qu'il ne peut plus y avoir d'action pour la paix qui ne soit pas voulue pour le monde entier. La paix d'un quartier, on le sait, est généralement une pratique d'autodéfense dont les dangers sont bien connus et bien réels. C'est l'étude de ce niveau de réalité que nous devons défendre afin de

préservé également notre droit de citoyen à nous poser des questions, à notre niveau, avec l'ambition de les exporter au niveau global, au moment opportun.

Il n'y a pas de "petites" violences, ni de "grandes" violences, il n'y a que la question d'échelle des interventions et il ne faut pas se laisser aller à croire que, face à la violence totale de terroristes agissant globalement au nom d'une civilisation contre une autre, notre niveau de préoccupation est dérisoire. Le piège serait bien de considérer la "violence d'usage" des gangs de bidonvilles, celle des enfants de la rue d'Amérique du Sud, des petits criminels d'Afrique de l'Ouest, comme de moindre importance, désormais. Au contraire, d'autres que nous ont pris en charge la réflexion sur les stratégies à développer contre la violence terroriste. C'est donc à nous qu'il appartient de poursuivre le travail d'approche des violences urbaines qui, pour être plutôt invisibles, n'en sont pas moins plus réelles pour la plupart des habitants de la planète que celle des guerres que se livrent Américains et Afghans, à des milliers de kilomètres de distance de tous les quartiers pauvres de la planète.

Les propositions qui suivent prolongent des discussions virtuelles devenues confuses dans le chaos du mois de septembre, mais dont la clarté va grandissant, au fur et à mesure que les jours de cette première année du millénaire s'écoulent et que l'on se rend compte que les interrogations anciennes subsistent, intactes, à peine modifiées par un mois de guerre intercontinentale. Nos sociétés sont guerrières, définitivement ; ce qui change, c'est la qualité technique des guerres et l'équipement des guerriers, éventuellement leurs motivations et socialisations, mais en aucun cas leur violence qui, d'une manière ou d'une autre, reste la même, primitive, instinctive, humaine et animale, expression culturelle d'une nature sauvage jamais encore domestiquée, à jamais insoumise aux lois et aux droits. En face d'elle, reste également inchangé et porté par les hommes le désir ancestral d'y mettre fin et de vivre en paix...

II. CAHIER DE PROPOSITIONS DU FORUM SUR LES VIOLENCES URBAINES

Apparemment, en ce mois de décembre 2001, le désordre mondial est à son comble et toutes les violences semblent se réduire à la violence qui a effacé le WTC, "l'événement absolu, la mère des événements", selon J. Baudrillard, mère de toutes les violences puisqu'il ne saurait y avoir désormais d'événements que violents, tous les autres événements devenant des faits de société en comparaison. Ne nous laissons pas *distraire* par cette tragédie dont on ne sait si elle inaugure la fin d'une ère de barbarie mondiale (en gros : la guerre froide) ou si elle annonce une nouvelle phase postmoderne de la guerre. La "mère" de toutes les violences est connue depuis l'Antiquité : c'est l'inégalité des hommes.

Notre but est de dépasser le désarroi actuel, pour tracer le cadre d'une nouvelle approche des problèmes contemporains, en les replaçant à la fois dans leur contexte particulier ("un quartier terrorisé par un gang d'adolescents armés") et global ("notre monde est devenu si violent que nous attendons la guerre aussi passivement que si nous attendions le métro"). En essayant de mettre en relation ces deux niveaux d'impuissance (pratique et théorique, puisque ces phénomènes, à quelque niveau que ce soit, sont à la fois impossibles à affronter physiquement avec un succès réel, et impossibles à penser sans qu'on les aient réduits à de simples délits), nous devons sans doute revenir au principe qui a guidé la création du forum au début de l'été et, dès 1996, le travail du groupe d'auto-enquêtes sur les violences urbaines dans les quartiers populaires des grandes villes. Il y a cinq ans déjà, des habitants de Dakar, Marseille et Rio de Janeiro ont inauguré le programme d'auto-enquêtes. Par la suite, les ont rejoints des habitants de Fortaleza, Mexico, Philadelphie et plus récemment de Bogota. Grâce au forum de l'été 2001, les ont accompagnés virtuellement dans leurs réflexions des habitants et chercheurs de Barcelone, Caracas, Paris, du Cameroun, de République Dominicaine, de Suisse, etc. En tout, ce sont plus de quinze pays qui auront participé au forum. Avant cela, l'Assemblée Mondiale des Habitants, organisée à Mexico du 2 au 6 octobre 2000, avait permis à notre groupe de présenter publiquement ses premiers résultats.

Lors de la clôture de l'Assemblée Mondiale des habitants, les participants à l'Atelier "Ciudad Segura" ont présenté quelques-unes de leurs réflexions concernant les violences urbaines contemporaines. Nous aimerions en rappeler ici l'essentiel, en vue de leur incorporation dans notre cahier de propositions. Nous sommes partis d'un postulat qui, aujourd'hui plus que jamais nous semble devoir être posé : "Aucune ville ne saurait être *habitable* – c'est-à-dire qu'elle ne saurait être véritablement *habitée* par de véritables habitants mais seulement occupée par de simples "occupants" – si elle n'est pas capable d'offrir à ceux qui l'habitent une certaine sécurité, physique, psychologique et sociale". Ce postulat, nous voulons le considérer comme l'enjeu fondamental et incontournable de toute réflexion sur les violences urbaines. Sans cela, nous risquons de ne faire, une fois encore, que l'état des lieux de la violence, sans nous positionner comme de véritables acteurs de leur transformation sociale, dans le sens d'une *habitabilité* nouvelle, d'une hospitalité, des métropoles.

Pour avancer dans la réflexion, il faut être convaincu que, pour être habitable, une ville doit aussi être "sûre", sachant que ce terme n'exclut pas la présence de phénomènes de violences mais que leur prise en compte se fait au nom d'un dépassement de ces violences et non de leur remplacement par la violence de la répression. Aucun de nous n'est assez naïf pour croire qu'il puisse exister un jour des villes sans violence. Nous croyons - et œuvrons - plutôt à la possibilité de déposséder de leur violence les habituelles réponses données à la violence par la police, les autorités civiles et, surtout, par les habitants des quartiers les plus exposés à la violence. Le défi est cependant de procéder à une telle désactivation en préservant la sûreté des villes, leur habitabilité, leur développement véritablement durable.

Nous ne parviendrons jamais à un tel résultat en divisant les habitants, en écartant les "violents" des "pacifiques", ne serait-ce que parce que chacun de nous est à la fois violent et pacifique et qu'il est impossible d'écarter de soi ce qui en fait complètement partie. Nous sommes tous violents d'une façon ou une autre, nous sommes tous des "criminels", mais tous avons la capacité, propre ou collective, d'inverser ce destin douloureux et de contrer nos propres processus violents. Ce que nous pouvons espérer de mieux, c'est d'être capables, dans les moments de conflits, de ne pas donner ni raison, ni priorité à notre violence et à toujours préserver les chances de la paix.

Pour cela, la sécurité d'une ville ne peut pas être celle de quelques-uns seulement de ses habitants. Elle doit être la sécurité de tous, une sécurité partagée par tous, une sécurité dynamique et non figée, assumée par tous, et pas seulement par les corps de police. Une ville sûre est donc la ville de tous, sans exception. La sécurité d'une ville ne peut pas être fondée sur la discrimination, sur aucune forme de discrimination, pas même celle qui ferait la distinction entre habitants "violents" et "non violents". Elle ne doit exclure aucun territoire non plus, quartier ou rue.

Nous devons repenser nos villes de manière réellement alternative. Nous ne parviendrons à suivre cette logique qu'en parvenant à refuser les idées reçues sur la violence. Le premier pas est de repenser la ville à partir des gens, certes, mais aussi à partir des questions de violence et de sécurité, en repensant autrement ce qui est "bon" et ce qui est "méchant". Nous disions cela il y a plus d'un an ; est-il besoin de souligner à quel point nous devons le répéter aujourd'hui ? Ce qu'il faut ajouter, afin de ne pas contribuer au discours sécuritaire que nous avons en horreur, c'est qu'il faut inventer un mode inédit de sécuriser des villes violentes, sans avoir recours à plus de violence, la sécurité étant une affaire trop sérieuse pour la laisser entre les mains des apologues de la sécurité. Cette invention demande impérativement une libération préalable des mécanismes habituels de pensée, spécialement ceux qui amènent chacun de nous à recourir, face aux phénomènes de violence, à des solutions " policières ".

Il faut également que les habitants des quartiers populaires émettent de manière autonome des propositions d'actions très concrètes et que les politiques prennent les décisions adéquates pour les appliquer. Il ne s'agit pas que le peuple gère seul de si graves problèmes, mais il ne faut pas non plus qu'il soit "tenu à l'écart de sa propre histoire", comme l'a dit un habitant africain. Ceci est très important car les réponses que les autorités donnent aujourd'hui dans le monde entier à ces questions de violences urbaines et de sécurité sont presque toujours

répressives (ex. : la "tolérance zéro" aux Etats-Unis). Nous avons besoin que ces questions¹ soient posées par nous, en tant que protagonistes de l'action novatrice et transformatrice de la réalité.

La violence, à la différence de la terreur, n'est pas forcément un acte de propagande, pas même pour dénoncer les inégalités sociales. Son "message" n'est pas souvent clair, mais il ne faudrait pas pour autant conclure trop vite à la vanité de ceux qui la pratiquent. Tout le monde n'est pas forcément capable de se débattre avec sa vie et d'en faire un manifeste politique... Il faut aussi se rappeler que la violence rapporte en fin de compte trop d'argent à la société pour que celle-ci cherche à s'opposer à sa propagation, spécialement quand elle se propage prioritairement dans les zones d'habitation les plus pauvres, et que le marché de la violence comme celui de la peur ne profite jamais aux plus démunis. On ne peut plus nier en effet que la violence urbaine est un élément structurant de nos sociétés, quand on sait combien de milliards de dollars rapporte par exemple la vente légale d'armes à feu aux Etats-Unis, et combien rapporte la réponse sécuritaire à la violence rendue possible par ces armes. La violence "gratuite" des jeunes des cités, ou celle des malandros des barrios, traduit peut-être avant tout le désir d'échapper à une ultime marchandisation de la misère.

C'est donc, en sortant de la logique sociale de ces sociétés-là (nos sociétés) et en posant hors de ce social-là les fondements d'une approche nouvelle de la violence urbaine que nous parviendrons à déclencher des actions réellement appropriées. Nos sociétés sont aujourd'hui tout entières occupées à gérer leurs incertitudes globales en globalisant des réponses ponctuelles et en les imposant de manière toujours plus autoritaire à tout le monde, au nom d'une efficacité qu'elle ne pourrait pas obtenir autrement. L'incertitude est celle de la société moderne aux prises avec un nombre infini de "fins" possibles. Elle entraîne la violence et la répression de toutes les formes d'incertitudes secondaires qui découlent de la première (fondatrice), celle que, sur des modes divers, symboliques ou paranoïaques, affrontent les terroristes.

III. PROPOSITIONS POUR UNE MEILLEURE COMPREHENSION DES VIOLENCES URBAINES ET DE CEUX QUI, APPAREMMENT, EN SONT LES PROTAGONISTES

A. REPENSER LES VIOLENCES URBAINES A PARTIR DES HABITANTS

Les pauvres sont généralement perçus comme une menace criminelle que l'on ne peut affronter que par des moyens répressifs ; leur habitat, leurs quartiers, sont qualifiés de violents par tous ceux qui n'y habitent pas et une grande partie de ceux qui y vivent. Beaucoup de pauvres ont eux aussi incorporé cette vision de l'idéologie dominante, ce qui a entraîné une sorte de "guerre civile ordinaire" dans de nombreuses villes du monde. Ces villes sont devenues in-habitable, puisqu'on ne peut pas habiter des endroits où on ne se sent pas en sécurité et que l'on désire quitter. Ce sentiment de "sécurité" dépend cependant de nombreux facteurs, dont la plupart ne sont pas de la responsabilité des pauvres qui, au contraire, sont les habitants les moins en sécurité des villes "dangereuses".

La violence, vécue ou perçue, est l'un des facteurs qui empêchent le plus une vie digne des habitants. De plus, elle empêche toute action unie et organisée de la part des habitants des quartiers populaires, en raison du manque de confiance entre voisins, dû au sentiment d'insécurité né de cette situation. On sait pourtant que cette violence est avant tout un phénomène imposé du haut de la pyramide des inégalités, par ceux qui ont particulièrement intérêt à ce que perdure cette guerre civile quotidienne, "populaire" et fratricide. De plus, les classes dominantes essaient de la contenir à l'intérieur des frontières des quartiers désunis.

L'expérience de la violence urbaine diffère grandement d'un quartier à l'autre, et qu'elle soit vécue en Afrique, en Europe, en Asie ou en Amérique du Nord et du Sud. Mais les habitants de

¹ Comme d'ailleurs celles portant sur les désastres naturels en ville, ainsi que l'a montré une nouvelle fois la catastrophe "politico-naturelle" de Alger/Bab-El-Oued.

tous les quartiers populaires du monde sont d'accord sur un point : les arguments utilisés pour expliquer les causes des violences urbaines sont toujours distincts de ceux que donnent habituellement les représentants du pouvoir, les universitaires, les journalistes..., tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, en attribuent la responsabilité aux " pauvres " (même si certains le font en voulant les aider...). On peut dire ainsi que la violence résulte de dysfonctionnements socio-institutionnels. L'équation " pauvre = criminel / délinquant " est à l'évidence une création de l'idéologie dominante pour justifier le maintien d'une société divisée et la domination économique et politique des pauvres par les riches. Le moteur de la transformation sociale (et la " sécurisation " de la ville) est donc la valorisation par le peuple de son statut d'acteur.

Pour affronter avec réalisme le problème des violences urbaines, il faut aborder ces questions de manière alternative. Il faut, autrement dit, renverser complètement la manière habituelle d'analyser, percevoir et répondre aux violences urbaines. En effet, il ne sert à rien de penser de la même façon ces faits sociaux apparemment nouveaux (tout d'abord parce que ces faits ne sont pas si nouveaux...); il vaut mieux penser les mêmes problèmes (les éternels problèmes de pauvreté, inégalités, participation, violence...) de façon *nouvelle*.

Nous devons réaffirmer que les habitants des quartiers populaires ne sont pas des marginaux mais des citoyens, même s'ils vivent dans les quartiers pauvres, même s'ils vivent dans la rue – *surtout* s'ils vivent dans la rue et s'ils sont pauvres... Pour cela, il faut maintenant que les habitants des quartiers pauvres abandonnent la vision dominante qu'ils ont souvent intériorisée comme " vérité ", la version des choses des classes dirigeantes qui l'imposent de l'extérieur comme étant " la vraie ", l'unique, parce que cette version préserve leurs intérêts...

B. QUELQUES PISTES POUR DES ACTIONS REMARQUABLES

Il faut que les habitants créent puis parviennent à imposer leur propre vision populaire et critique de la réalité. Pour cela, ils doivent bénéficier des mêmes possibilités d'expression, d'impression, de publication et de diffusion de leurs idées que les classes dominantes qui détiennent généralement l'exclusivité des discours sur la violence. Ce qu'ils doivent parvenir à diffuser globalement et immédiatement, c'est une vision alternative et les actions entreprises par eux pour la faire valoir socialement. Il s'agit que ces actions, souvent remarquables, soient remarquées.

Les luttes populaires sont souvent novatrices. Il ne faut pas qu'elles soient condamnées à l'invisibilité quand les actions négatives des mêmes personnes sont hyper-médiatisées. Ce n'est qu'ainsi que pourront être identifiées les véritables causes de chaque problème et que pourront être cherchées leurs vraies solutions. Il n'y a pas d'autre manière pour arriver à enclencher un mouvement global de changement. Tout changement social commence toujours par un changement de perspective des protagonistes. Ainsi, les pauvres ne sont pas violents, ils sont les victimes de multiples violences, même s'ils en sont parfois les acteurs. Nous sommes victimes, mais nous sommes aussi capables d'agir et de faire face aux problèmes de violence. Si nous ne disons pas cela, et si nous ne *voulons* pas imposer notre vision de la réalité, rien ne changera jamais, car il faut se souvenir que ce n'est pas nous qui utilisons la violence mais la violence qui nous utilise...

Les vrais problèmes ne sont pas la délinquance, le vol, le trafic de drogues, etc. – qui ne sont que des conséquences –, les vrais problèmes sont : les inégalités, la précarité, la vulnérabilité des pauvres, la corruption, l'absence de droit, le chômage, la faim, l'absence de sécurité sociale, la " disparition " de l'Etat, la militarisation de la police, le racisme, etc. Les partisans de l'idéologie répressive du pouvoir s'attaquent aux conséquences des problèmes afin de n'avoir pas à en combattre les causes. Cette méthode ne doit pas être celle du peuple. La lutte contre les violences urbaines commence par la lutte pour la création d'emploi, l'amélioration de l'éducation et de la formation technique.

Il est important que les habitants des quartiers populaires puissent être associés de manière responsable à la sécurité de leur lieu de vie. Mais attention : il ne peut pas y avoir de sécurité égoïste, d'un seul quartier contre tous les autres ; la sécurité des quartiers populaires ne peut

être que de la sécurité de tous ; il doit s'agir d'une sécurité globale, nationale, internationale... Car les inégalités intérieures d'un pays, ou au niveau international, qui produisent de la misère, se propagent toujours très vite dans la violence et l'insécurité. On sait également que les conflits, internationaux comme nationaux, servent toujours les intérêts du capitalisme international, grâce aux trafics d'armes, aux pillages des richesses du sol, etc. Les pauvres des quartiers urbains ne doivent pas être les victimes de la mondialisation des conflits armés. Une géopolitique, locale et globale, de la violence est nécessaire si l'on veut comprendre les vrais enjeux contemporains et savoir à qui profite la violence des pauvres, en dernier lieu.

C'est contre cette marchandisation de cette violence de quartier au profit des riches qu'il faut qu'une parole se construise. De la même manière, les actions légitimes des habitants de ces quartiers pour se protéger des pratiques violentes d'autres habitants pouvant les menacer ne doivent pas mener à des initiatives sécuritaires. La sécurité populaire sera alternative parce qu'elle sera guidée par une éthique de la participation citoyenne : pas d'escadrons de la mort, de bandes armées terrorisant les quartiers au nom de la loi. La "criminalité" populaire est une construction sociale et idéologique ; la sécurité populaire le sera aussi, mais de manière positive, *morale*.

Il ne s'agit pas de sécuriser la misère mais de la combattre, avec des armes idéologiques nouvelles.

C. PROPOSITIONS DU FORUM SUR LES VIOLENCES URBAINES

La mondialisation, celle qui n'est pas "l'autre" mondialisation, impose l'idée que rien ne peut plus exister au niveau local. Il n'y aurait donc pas de violences locales, puisque toute violence locale reflète la violence d'un monde unique. Vivre la violence d'une ville, c'est vivre la violence de la terre entière. Admettons. Cela veut dire, inversement, que vivre sa ville sans violence est une manière d'agir contre la violence globale. Agir au niveau local contre les violences de la planification, c'est participer à l'émergence d'une pensée alternative globale, planétaire, en cherchant la création d'une parole d'habitants à la fois commune et multiple. Cependant, dans les faits, les violences symboliquement et médiatiquement globalisées, la violence comme spectacle offert aux yeux du monde, n'en est pas moins toujours vécue au niveau local, voire individuel. Le 11 septembre, l'événement de la violence absolue a semblé pourtant parvenir à dépasser le spectacle de la violence pour nous mettre aux prises avec la *réalité* actuelle de la violence globale et hyper-médiatisée, une affaire à la fois intimement ressentie par tous (puisque tout le monde, d'une manière ou d'une autre, en a été victime en live), et déferlante totale sur les Etats du monde entier. Tout ceci nous a forcément abattus. Nous sommes sonnés par un scénario aussi parfaitement catastrophique.

Que dire, après ça et à partir de là, sur les violences urbaines ? Les gangs de Los Angeles, les enfants de la rue de Dakar, les voitures brûlées des banlieues françaises, la corruption des policiers du Niger, même les tueurs à la solde des trafiquants de Medellin ?... On aurait tendance à les oublier dans ce paysage de XXI^e siècle mis à feu et à sang. Pourtant, au-delà des attentats commis par des terroristes et de la riposte guerrière convenue, il ne faut pas oublier qu'il y a d'autres victimes de la violence et de la guerre, mais que la banalité de leur douleur, comme celle de leurs crimes relatifs, les condamne aujourd'hui à l'invisibilité. Attention, aujourd'hui plus que jamais, à ne pas les obliger à utiliser des moyens extrêmes pour exister dans ce monde sans pitié et parvenir eux aussi à la violence globale, en contribuant au spectacle final... Les attentats du 11 septembre n'auront fait que confirmer le fait qu'il n'est de violence vue que celle qui se donne à voir de manière hyper-réaliste, en empruntant beaucoup à la fiction. Face à cette réussite totale de l'horreur, comment intéresser les gens qui n'y vivent pas aux conditions insoutenables des habitants de certains bidonvilles ?

Quel "cahier de propositions" remettre alors à l'Assemblée de Lille ? Que proposer, en ce début de siècle pour le moins chaotique, pour commencer à penser la nouvelle relation entre l'urbain et la violence ? Comment, surtout, ne plus accepter d'être évincé de la prise de parole ?

comment ne pas accepter non plus que ces violences, dont meurent chaque jour des milliers de gens dans le monde mais que personne ne veut plus regarder, disparaissent parce qu'elles ne sont plus suffisamment stratégiques, ni particulièrement spectaculaires ? Les participants au forum refusent de collaborer au complot pour l'invisibilité des quartiers pauvres. Partant, ses propositions pour un XXIème siècle responsable, pluriel et solidaire, sont à lire comme la marque d'un rapport de *vouloir* : nous voulons que les habitants pauvres aient le contrôle des initiatives qui les concernent et puissent choisir librement les alliances qu'ils jugent nécessaires pour la bonne résolution des problèmes qu'ils auront, librement, défini comme prioritaires. Quant aux méthodes choisies pour résoudre ces problèmes, le débat devra s'ouvrir à tous ceux qui pensent pouvoir concrètement contribuer à en renouveler l'approche, car il s'agira d'un chantier essentiel pour la suite des années 2000.

La violence est un objet de réflexion a priori négatif. En nous interrogeant sur les objectifs du forum, nous avons eu à élucider l'énigme de notre intérêt pour ce thème. Ensuite, puisque nous avons annoncé que la fonction première du forum était d'offrir un espace de parole aux habitants des quartiers populaires, il nous fallut réfléchir aux statuts des universitaires et autres experts qui désiraient participer aux débats. Le grand intérêt du net est certainement de permettre une prise de parole en temps réel, et une participation active d'où que l'on vienne. Encore faut-il se souvenir qu'il s'agit encore et toujours d'écriture, de formules, de capacités rédactionnelles et que, là encore, d'une manière peut-être moins hégémonique, la distinction s'opère entre ceux qui "savent écrire" et ceux qui "ne savent pas". La question du rôle des professionnels (de l'étude de la violence, des moyens informatiques, de la presse...) a donc été abordée par le forum : comment pouvaient-ils servir de médiateurs de la parole des habitants n'ayant pas accès aux hautes technologies, pour permettre quand même leur participation directe au forum ? Cette question est encore loin d'avoir été résolue et en rédigeant ces lignes, le coordinateur du projet ne peut pas prétendre les ignorer². Pour l'instant, la question centrale est tout autre : comment avoir des idées novatrices sur la façon de traiter le thème des violences urbaines, aujourd'hui que toutes les approches du phénomène ont échoué à transformer fondamentalement les données du problème ?

On sait que, depuis déjà plusieurs années, la pertinence même d'une réflexion sur les violences urbaines est mise en cause. La formulation du problème ("les violences urbaines", "la violence des jeunes", etc.) n'est plus légitimée par tous : pourquoi forcer les gens à donner leur version de ces affaires en partant d'un phénomène que ses acteurs essentiels prétendent ignorer ("la violence ? quelle violence ?", disent les membres du gang...). Ce que perçoivent les habitants des quartiers les plus pauvres, spécialement les jeunes, ce n'est pas exactement la violence, c'est plutôt le contexte de la violence. Interrogés sur "leur" violence, ils s'étonnent le plus souvent : ce que nous appelons "violence" est leur quotidien et donc quelque chose d'inhérent à leur existence, rien d'extraordinaire en somme. Ce qui pose problème est autre chose, situé dans l'intervalle complexe qui sépare les structures d'une société et la gestuelle de la survie de certains de ses membres. La violence est une des composantes de l'équation, ce n'est ni l'inconnue, ni la réponse. Autrement dit, ne devrait-on pas commencer par nous demander si ce thème n'est pas qu'une construction scientifique, un instrument pour l'analyse, mais qui ne saurait suffire à la compréhension des formes de socialisation et de liens sociaux qui se forment et se solidifient dans l'urgence.

Dans un monde qui ne répond pas aux normes d'équilibre, de formalisation et de régularisation du système, quels peuvent être les modes de gestion et de contrôle adéquats ? Des termes comme "violence" ou "paix" ont des connotations idéologiques évidentes, parce que leur usage est toujours situé politiquement. On sait que la misère et l'exploitation sont des violences extrêmement répandues, tout comme ce qui en découle, par exemple les enfants et les adolescents de la rue, sans ressources, sans assistance, sans possibilités d'accès à la

² La raison n'est pas (pas seulement) qu'il y a quelque gêne à brandir en toute occasion la "Parole des Habitants" et de finalement en faire usage tout seul, avec l'excuse qu'il faut bien que quelqu'un se tape le boulot ! Une telle gêne n'empêche pas d'avancer, mais il faudra s'assurer qu'il y aura un temps, plus tard, pour que les Habitants parlent de la parole qu'on leur met dans la bouche...

connaissance, mais il ne convient pas que ces violences-là soient abordées comme telles. En comparaison, on peut penser que la radicalisation des jeunes, qui recourent à des actions violentes pour parvenir à exprimer leur parole ou pour survivre, n'est pas aussi violente, mais il ne convient à personne d'en parler comme d'actions sociales. Pourtant, dans la mesure où il existe un nombre grandissant d'exclus dans le monde et comme la majeure partie sont des jeunes, l'expression "violente" et radicale sera toujours plus socialisée. Face à ça, les anciennes formes de combat, comme les anciens champs de la recherche urbaine, seront démontées par les nouvelles formes de la radicalité sociale.

On peut prendre l'exemple, amplement mentionné dans notre forum, des enfants de la rue dont la présence en Afrique, en Amérique du Sud, mais aussi désormais en Amérique du Nord et en Europe, nous oblige à réviser nos postures habituelles. Ces enfants sont éventuellement violents. Mais ils sont surtout victimes d'une violence considérable dont on ne parle pas, qui s'ajoute à toutes les violences qu'ils subissent et dont on parle. Cette violence, invisible, est qu'ils n'ont pas d'identité. Personne ne s'attaque à ce problème alors que tout laisse penser que l'obtention d'une nouvelle identité serait une phase importante pour les aider à aller contre la violence. En ce sens donc, l'invisible doit se faire visible, puis *lisible*...

Ainsi, les problèmes auxquels nous nous référons, violation des droits des citoyens, droits des enfants, des personnes âgées, droit au logement, à l'éducation, au travail, respect de l'identité, toutes ces choses dont les habitants de pays du Sud vivent la carence ou l'absence depuis toujours, sont visibles et connues. Le vrai problème est qu'on les accepte comme normales, comme faisant partie "naturellement" de la vie de ceux qui en souffrent. Tous ceux qui ont participé au forum ont une perception claire et évidente de ce danger, et tous, à différents niveaux, parviennent à comprendre les processus qui mènent à recourir à la violence, la transformant en une violence inhérente à la structure même de la société. Ce constat n'est hélas pas nouveau. Comment faire pour ne pas passer sous silence la misère des vies d'enfants de la rue ? La nécessité d'offrir une identité citoyenne aux enfants et aux jeunes des rues a été maintes fois rappelé mais aucune action globale n'a encore été imaginée³. Plus que de parler d'eux, les étudier, les voir comme le résultat d'une violence structurelle de nos sociétés, c'est le moment - au moyen de ce forum international que l'on espère voir relayé par l'Assemblée - de promouvoir des exigences politiques et la mise en œuvre d'actions allant dans le sens recherché. Cela peut être aussi fait par l'Université, Internet, les médias, les gouvernements, des organismes comme l'UNICEF... En Amérique Latine, il y a des années qu'avec l'appui de la FPH et d'organismes gouvernementaux, a été initiée une campagne pour la réhabilitation des quartiers populaires. Une intervention internationale est nécessaire pour obliger les gouvernements locaux à doter urgemment les enfants de la rue d'une véritable identité. Evidemment, la mise en place d'une telle politique requiert une discussion préalable, une étude juridique, etc. Nous sommes en face d'un problème dont il nous est impossible d'évaluer les implications exactes, puisque l'identité de l'enfant ne lui viendrait pas de sa mère ou de sa famille. Nous initierions un processus qu'il serait impossible d'inverser par la suite⁴. Avant tout, il faudra prendre le temps nécessaire pour expliquer les véritables enjeux à long terme de ces actions civiques.

Le cas des enfants de la rue est emblématique, mais toute violence doit être abordée en ces termes. Il y a une grande urgence à comprendre les phénomènes dans leur complexité, leurs paradoxes. Et même sans savoir grand chose des données géo-stratégico-économiques qui déterminent ou expliquent ce que vit notre monde, on peut se rendre compte que les hommes,

³ L'identité - qui est en réalité ce qui nous définit comme citoyen - n'existe pas pour la majorité des enfants des rues. Là est leur péché originel. Ils n'ont pas été inscrits à la naissance. Sans identité et sans papiers, ils n'existent pas, n'ont pas d'existence formelle, ne peuvent pas faire valoir aucun droit de citoyen. Ils ne peuvent pas aller à l'école et sont considérés comme des délinquants.

⁴ Comment créer une identité pour quelqu'un qui ne sait pas qui est son père, qui n'a pas de souvenir de sa mère ou ne veut plus rien savoir d'elle ? Pourrait-on créer des prénoms et des noms de familles sans lien avec la famille originelle ? Toutes ces questions doivent être résolues, mais elles ne doivent plus être les obstacles permanents à toute tentative de changer les choses !

ces animaux télécommunicationnels, se comprennent beaucoup moins bien qu'ils ne le pensent. Si les malentendus et les frustrations redoublent aujourd'hui d'intensité, cela est dû tout autant à notre incapacité à gérer l'héritage symbolique de l'épisode de la tour de Babel - la diversité de nos langues, nos évidences et nos imaginaires, le peu de curiosité pour l'univers de l'autre - qu'à des problèmes économiques et politiques. Puisque décidément, de tous les côtés, tout le monde se met à manier des images sataniques ou manichéennes et à prétendre savoir à coup sûr où est le Bien et où est le Mal, il faut le dire très fort : l'enfer, ce n'est pas les autres, comme disait Sartre. C'est refuser que l'autre soit *autre*. C'est s'imaginer qu'Internet suffit aux peuples pour qu'ils se comprennent et qu'ils s'admettent. C'est asservir l'autre en lui imposant suivant les cas sa puissance militaire, son business ou son terrorisme. Entre ces extrêmes, il faut se parler, vite, renouer les dialogues, se retrouver, sans tarder, autour d'autres mots, d'autres langages que ceux de la destruction, d'autres alternatives pour exister que le spectacle ou l'invisibilité...

D. LES TERRITOIRES DE PAIX

Nous devons rapidement définir l'espace, le territoire autonome de notre parole, la parole des autres, des outsiders, des diaboliques, des invisibles... Nous continuons à penser, des divers endroits que nous habitons sur cette planète en luttant, que la meilleure façon de réduire les impacts des violences urbaines, ces guerres mondiales qui s'éparpillent par petits bouts dans les villes, est la création de "territoires de paix" dont la réalité physique relative, alliée à la puissance symbolique, pourrait permettre la construction tant annoncée et toujours différée d'un "autre monde possible".

Ces territoires de paix nous permettront de diminuer les violences urbaines dans presque toutes leurs dimensions, pas seulement en Colombie où ce projet nécessaire à la survie de l'esprit est né, mais aussi dans tous les pays qui ne s'estiment aucunement à l'abri d'une flambée de violence. Ce territoire, nous le comprenons comme un espace qui permet d'augmenter le respect volontaire des normes, et aussi la capacité de passer des accords, de renforcer l'aide mutuelle afin d'agir selon sa conscience en harmonie avec la loi et les règles, formelles et informelles. Bien sûr, ce territoire a d'autres caractéristiques dont nous aurons l'occasion de discuter prochainement, mais dont nous défendons dès à présent le principe. Pour le moment, considérons le territoire de paix comme une *situation*, construite socialement, à la fois spatiale et historique, un espace-temps, un "récit" inscrit dans la matière de la ville et qui raconte ce que sera l'état de paix, une fois réalisé globalement, puisque l'élargissement progressif d'un territoire est la condition de sa réalisation. Ainsi le territoire de paix est un *projet* de paix, une utopie présente physiquement dans l'espace dont l'existence permet la visualisation des valeurs et vertus de la paix. Considérons également le territoire de paix comme un espace-refuge face à la violence, dans lesquels les gens ayant adhéré au pacte qui en marquerait la naissance seraient d'accord d'évoluer sans avoir à se méfier des autres. Les territoires de paix démontrent la possibilité d'un passage de l'état de violence à l'état de non-violence, de stratégies de guerres à la construction des idées et des pratiques contre la guerre. Il démontre également les avantages de la paix en montrant à quel point la guerre est coûteuse, économiquement et humainement. Détruire les industries de la guerre est impératif ; mais il faut également détruire le langage de la guerre. L'implantation et le développement des territoires de paix le permettront efficacement.

La rue peut être un territoire de paix si nous le voulons tous. Un centre commercial, un aéroport, une gare routière, un jardin public, un bidonville, un terrain vague, un bar, tout lieu construit par des hommes peut devenir un territoire de paix, si nous le voulons vraiment, c'est-à-dire si nous sommes vraiment prêts à y faire quelque chose concrètement pour la paix, et si nous sommes prêts également à y renoncer à certaines autres choses, telle que notre volonté de pouvoir. Posons-nous humblement la question, individuellement : "Chaque jour de ma vie, qu'est ce que je fais concrètement, même de tout petit, en dehors de ma famille, qui aille dans le sens de la paix et de la non violence ?" Certes, nous pouvons placer nos espoirs dans la jeunesse et

penser à toutes sortes de programmes pour les éduquer dans la non-violence. Mais la jeunesse et les enfants placent leurs espoirs en nous, les adultes. Qu'est-ce que nous faisons, chaque jour, dans nos vies sociales quotidiennes, qui rassure les enfants et répond à cet espoir ? Quel exemple sommes-nous pour eux ? On peut imaginer tous les programmes d'éducation que l'on veut, puis en vouloir aux profs, aux éducateurs et aux parents de ne pas les appliquer : de toute façon, ils ne porteraient leurs fruits que s'ils sont alimentés par l'exemple que les enfants peuvent vérifier au quotidien dans le comportement des adultes. Par peur, nous avons déserté les rues, avons déserté nos devoirs d'éducateur de tous les enfants que nous croisons dans la vie. Comment ensuite espérer que les rues puissent être autre chose que des territoires de guerre ? La violence ne "prend" que là où les liens sociaux ont disparu ou se sont transformés, dans l'urgence, en liens de gangs, à la vie, à la mort. Nous n'aimons pas cela, mais est-ce une raison suffisante pour abandonner la rue à la violence ? Il faut la revaloriser comme le lieu de créativité sociale, économique et politique allant précisément dans le sens de la paix. Mais, venant de la rue, la paix que nous voulons ne sera pas "naïve". Elle aura la crédibilité de la rue, elle sera dure et résistante comme la rue, elle saura se défendre. Ce sera une paix profane, forte, capable d'encaisser les coups.

La violence est le résultat d'un enchaînement logique de causes très diverses : frustrations, difficultés économiques, politiques sociales inexistantes, etc. Cependant, dans nos villes, on trouve de nouveaux protagonistes de la violence urbaine : les gens de la rue dont le territoire traditionnel est devenu le lieu de toutes les guerres de pouvoir. Ce sont eux qui constituent le premier signal de la violence urbaine, en tant que produits de cette violence, et non en tant que générateurs du phénomène. La violence est générée par l'inégalité structurelle du système qui nourrit la culture des dominants dont l'idéologie s'est progressivement réalisée dans la violence, policière, militaire, etc., dans le but de préserver l'état des choses qui lui convient. La violence se reproduit comme une forme de relation au monde extérieur, c'est pourquoi ceux qui vivent dans la rue cherchent leur nourriture de manière violente, ont des relations violentes avec leurs amis comme avec leurs ennemis, ont une sexualité violente, traitent leurs animaux domestiques violemment, leur apprentissage de la vie est violent, leur langage est violent, et donc le cœur de la convivialité et le lieu de coïncidence dans la rue est la violence. Ceci est lié évidemment à la violence symbolique exercée sur toutes les sociétés et qui génère bien sûr encore plus de violence. Est-ce une raison suffisante pour abandonner la rue à la violence ?

Les territoires de paix sont des territoires à la fois physiques et sociaux, où s'élaborent, s'exercent et se cristallisent des valeurs, des principes et des vertus qui soutiennent la construction des idées et des pratiques socialement positives.

L'élargissement des territoires de paix et la valorisation des architectes de la paix contribuent sans conteste à la possibilité d'une Paix Mondiale. La possibilité d'une Paix Mondiale ne doit pas être simplement un slogan ou le cri de ralliement de simples militants. Il doit s'agir d'un concept socialisé parce que approprié par tous ceux qui considèrent que la guerre est ruineuse et coûteuse humainement et socialement. Surtout, il ne peut s'agir d'un innocent new age, la bonté générale ayant remplacé les exigences de la survie... La réduction des violences urbaines dans nos villes et dans le Monde passe forcément par la mise en œuvre de la possibilité de la paix dans les rues, les quartiers, les villages, dans les écoles, etc. Les espaces de marginalité, de tensions et de conflits comme la rue ou d'autres lieux de trafic doivent être valorisés comme des espaces où s'exprime et se développe une créativité sociale et économique et politique qui dynamise un mouvement social nouveau qui bien pris en charge indique les véritables chemins pour construire la Paix. Les enfants et jeunes de la rue d'Afrique, d'Amérique Latine ou du Nord, les enfants des banlieues d'Europe, indiquent par leurs gestes violents les chemins de la construction d'une paix véritable. Si on suivait leurs regards, on pourrait éviter un réveil aussi brutal que celui du 11 Septembre. Le langage de la paix qu'ils portent est souvent inaudible car il renvoie à l'establishment l'image de ses propres violences.

La construction et la défense des territoires de paix est la tâche de tous, car c'est de chacun d'entre nous que doit sortir les centimètres carrés nécessaires au territoire de paix. Deux citations ornent (ornaient ?) la balustrade de Battery Park, en front de mer, au pied des tours du

World Trade Center, à Manhattan. L'une est du poète Walt Whitman qui écrivait au XIXème siècle : "Ville du monde (car toutes les races sont présentes ici, tous les pays du monde apportent leur contribution en ce lieu). Ville de la mer ! Ville de quais et de boutiques. Ville de hautes façades de marbre et de fer ! Ville fière et passionnée. Ville irritante, folle, extravagante !". L'autre est de Franck O'Hara et date du siècle qui vient de se clore : "On n'a jamais besoin de quitter les confins de New York pour avoir toute la verdure que l'on désire. Je ne peux apprécier un brin d'herbe à moins de savoir qu'il y a une station de métro à proximité, ou un magasin de disques, ou un autre signe qui prouve que les gens ne regrettent pas totalement la vie". Nous ne regrettons nullement nos vies, pas plus que les violences de nos villes, même si nous œuvrons à leur disparition, car en étant vivants nous savons que la violence fait partie de nos vies.

Nous interrogeant cependant sur les violences urbaines et sur la capacité de destruction des hommes, nous nous demandons jusqu'à quel point les espaces de plus en plus denses et complexes dans lesquels nous serons de plus en plus nombreux à vivre parviendront alors à rester humains ? "La termitière future m'épouvante", écrivait Saint-Exupéry, la veille de sa disparition. Aujourd'hui la ville est une termitière dont les habitants ne sont pas des termites. Mais comment faire pour que nos villes soient des territoires de paix plutôt que des lieux de violence ? La présence de "toutes les races" certainement compte, mais le métissage est-il la solution ? Il est question des échanges et des commerces, et l'on pense à l'économie qui fait vivre. On nous dit enfin qu'il y a place pour les constructions toujours plus audacieuses comme pour les parcs et autres jardins et que c'est la condition de la respiration. Mais le brin d'herbe seul ne peut suffire ; il y faut aussi le grain de folie sans lequel il n'est pas d'aventure humaine. Et le territoire de paix sera à la fois cette construction raisonnée et raisonnable et ce jaillissement de la vie toujours à canaliser, un défi pour les aménageurs en même temps que pour les rêveurs. Le maître mot reste "construction". En réalité, l'espoir est là : le territoire de paix, comme la paix, ne sont pas à inventer ex-nihilo. Sur l'échelle de la culture de la paix, on peut lire, en effet, qu'on ne part pas de zéro.

Le forum électronique sur les violences urbaines a été un territoire de paix, "réalisé virtuellement", tant que nos mots s'y déposaient à l'intention des autres et d'un projet de penser la vie urbaine contre la violence, sans nous y résigner mais aussi sans l'ignorer. Il est important que cette expérience se prolonge en 2002.

IV. SYNTHÈSE ET MANIFESTE

Dans un processus qualifié par Norbert Elias de *procès de civilisation*, notre société aurait mis quelque 500 ans pour devenir une civilisation contre-la-violence, c'est-à-dire non pas pacifiée mais un monde où la violence est mal vue, est perçue comme archaïque, sauvage, animale. A partir de la fin du Moyen Age, et de la fin des conquêtes de l'Amérique, notre civilisation aurait peu à peu réussi à domestiquer sa violence. Les actes de barbarie qui furent commis presque sans interruption depuis lors - guerres, pillages, meurtres, exterminations, génocides, guerres civiles, guérillas, révolutions, déportations, assassinats politiques, meurtres passionnels, violences domestiques, incestes, pédophilie, camp de concentration, terrorismes, peines de mort, mafias, trafics, corruptions, ségrégation, exploitation, exclusion, sadisme etc. - ne seraient donc que des résidus des époques antiques, destinés à disparaître avec le progrès moral de la race humaine... Force est de reconnaître que la violence, cinq siècles après le début de l'ère de civilisation, reste très intimement liée à bon nombre de pratiques humaines. Faut-il pour autant penser, à l'inverse de Elias, que l'homme est un animal social mais qu'il ne désire aucunement se déposséder de sa violence, et que la violence est donc installée dans le processus de civilisation et non en dehors ?...

Jusqu'à un passé récent, on pouvait croire qu'il fallait comprendre la violence de certains en la positivant d'une manière ou d'une autre. Aujourd'hui, après le 11 septembre bien sûr, mais aussi après la répression policière des manifestations anti-mondialisation de Gênes et la violence anti-mondialisation (et anti-policière) des Black Blocks (par exemple), après surtout les

premiers bombardements de l'Afghanistan, une fois de retour à la maison après avoir roulé 15 kilomètres comme on va à la guerre, une fois vus les corps couchés sur une route de Palestine, une fois nos yeux fatigués croisés dans le miroir de la salle de bains, on se demande, comme d'autres doivent le faire : vivons-nous à nouveau le crépuscule de la raison ? Et pire peut-être : ne sommes-nous finalement tous que des guerriers postmodernes, trop souvent privés de guerre qui se cherchent des combats à perdre ou à gagner ? Et enfin : que pouvons-nous proposer à nos enfants pour qu'ils ne soient pas des guerriers à qui l'on offrira de véritables guerres ? Qu'avons-nous fait jusqu'à présent et auxquels de nos privilèges sommes-nous prêts à renoncer pour que cela n'arrive pas ?... La violence est une construction sociale dont nous sommes rarement les architectes. Comment nous y prendre pour que nous soyons libres de tracer les plans de nos propres villes et d'y faire à la violence la part que nous assumerons de laisser en héritage à nos enfants, d'ici cinq ou dix ans ?

Le cahier de propositions pour le XXI^{ème} siècle de l'Alliance est l'occasion de faire passer concrètement une idée sur la façon dont, aujourd'hui, on pourrait affronter de manière novatrice la question des violences urbaines, dans nos vies quotidiennes ou en participant à quelque projet extraordinaire dont les détails nous restent encore inconnus. Dans ce forum, nous avons tous, à des niveaux différents, tenté de dire ce que la violence urbaine était pour nous, quels étaient les espaces où elle surgissait, qui en étaient les protagonistes. Reste qu'il n'est jamais facile de parvenir à dépasser l'évocation et la dénonciation des problèmes pour renverser quelque peu l'habituelle perspective humaniste : les gens violents sont aussi des victimes du système, etc. Il est pourtant grand temps de produire une parole potentiellement révolutionnaire, en proposant un mode d'action réellement alternatif aux projets charitables. En effet, si - même pour être solidaires - nous adoptons le discours du pouvoir - même s'il est démocratique - nous ne ferons que des propositions de policiers, ou en tout cas de nantis. Difficile pourtant de dire exactement quelle pourrait être la base "morale" de ce nouvel énoncé de propositions et qui serait en mesure de le légitimer : les violences du monde sont chaque jour plus nombreuses et plus complexes, et notre désarroi face aux réponses qui leur sont données est chaque fois plus grand. Nous aimerions que le monde soit plus paisible, mais nous savons que nous-mêmes sommes plus facilement capables de violence que de paix. Et cela, nous le savions avant le 11 septembre. Il nous faudra encore travailler beaucoup pour formuler des propositions plausibles pour répondre à la violence du monde, à la violence urbaine et ceux qui en sont les protagonistes, et semer le doute dans les esprits sur la nécessité de recourir à la violence quand la situation se complique... Ce serait une manière de semer en même temps la graine de la paix dans les villes contemporaines.

Si nous voulons un homme de paix pour demain, il nous faut dès maintenant convaincre les plus jeunes des avantages de penser et agir, analyser la réalité individuelle et globale à partir d'une perspective qui diminue les risques de pensées violentes. Un jeune capable d'entrevoir de manière positive la réalité scolaire, familiale, communautaire, spirituelle, amicale, a plus de chance de se développer comme un agent futur de la paix, quelle que soit la direction où sa destinée la mènera comme adulte. Il nous appartient donc, nous qui sommes conscients de l'importance d'une paix mondiale qui ne soit pas le résultat d'un équilibre de la terreur, de nous dédier à informer cette jeunesse de ses responsabilités actuelles. Il nous faudra chercher puis mobiliser les ressources politiques, économiques, morales, spirituelles pour organiser de manière tangible des instruments de cette information : éditer des livres pour enfants pour leur enseigner les techniques de la non-violence, offrir des cours gratuits de non violence dans les écoles, sensibiliser les responsables de Ministères de la Jeunesse à être plus visionnaires dans les décisions qu'ils prennent au nom de la jeunesse, créer des centres sociaux pour l'éducation à la paix pour les enfants de la rue, etc. Nous insistons sur la jeunesse comme point de départ car c'est là que commence l'éducation explicite ou implicite qui plus tard débouche sur des citoyens du monde dévoués soit à la paix, soit à la violence.

Pour changer la perspective et agir sur les vraies causes et non sur les conséquences les plus visibles les habitants des quartiers populaires doivent aussi pouvoir compter sur une assistance juridique à leur portée, une administration publique éthique et déontologique, et le respect des autres habitants de la ville. Mais les habitants des quartiers populaires doivent surtout pouvoir

promouvoir de nouvelles valeurs humaines, en vue d'établir les règles d'une *éthique populaire*, une éthique éloignée de la "non-éthique" libérale dominante. Il s'agira d'une éthique de la solidarité, à tous les niveaux, y compris la solidarité avec les "délinquants", eux aussi victimes de la pauvreté, de manière à pouvoir leur offrir, par exemple, une réinsertion réaliste dans leur quartier et des liens renforcés avec leur communauté

Déconstruisons la violence, construisons la paix, globalement sous peine de voir nos réussites marginalisées. Mais cette globalisation, comme celle de l'économie, ne peut être durablement celle prônée, envers et contre tout, par Wall Street, celle des hommes d'affaires, puisque ses bénéfices sont pour une minorité. La vraie globalisation est celle de la violence faite à la majorité, par les mécanismes de production de bénéfices égoïstes. Affirmer dans tous les espaces de vie, chez toutes les personnes et dans toutes les communautés, les vertus et valeurs d'humanité et de solidarité pour fonder une culture de la paix, suppose une véritable révolution culturelle et sociale. Réinventer la convivialité et rebâtir de nouveaux rapports sociaux privilégiant les relations de personne à personne et non celles fondées sur des arrière-pensées politiques et culturelles stigmatisantes et cloisonnantes. Fixer des repères forts dans le paysage dévastés des amitiés humaines, désacraliser les rapports entre le social et la marchandise, briser les inconscients de domination qui sous-tendent encore les relations entre le Nord et le Sud et continuent à nourrir les inégalités et à définir les zones de conflits, de guerres, de tensions, d'exclusion et de marginalité. Les racines du même mal, l'égoïsme comme culture et économie, poussent partout en empêchant que se développent celles de l'arbre de la paix.

Il faut faire de la répartition des richesses, dans les villes et dans le monde, une réalité et l'axe majeur de nos projets et donc créer les conditions de disparition de la misère économique, sociale, culturelle et financière, ne pas se soumettre moralement aux exigences de la monnaie. L'économie de l'accumulation doit être abandonnée au profit de l'économie sociale, solidaire et redistributive. Les regards doivent changer, pour déconstruire les références fondées sur la discrimination. Pour construire définitivement la paix, il faut partout des écoles, des universités et des instituts de la paix où installer, dans l'intellect, le mental et le cœur des personnes et des communautés, la culture de la paix. La paix, l'arbre de la paix, grandira et son feuillage couvrira les sociétés et le village-monde, l'enjeu de son ancrage porté par tous. La perspective de vivre en guerre ne nous intéresse pas. Les regards doivent changer.

Nous *sommes* le sentier de la paix.

YP/ 22 novembre 2001